

Brochure n° 3271

Convention collective nationale
IDCC : 1631. – HÔTELLERIE DE PLEIN AIR

AVENANT N° 13 DU 23 FÉVRIER 2018
PORTANT MODIFICATIONS DE L'ACCORD NATIONAL PROFESSIONNEL
RELATIF À LA MISE EN PLACE D'UN RÉGIME DE PRÉVOYANCE COMPLÉMENTAIRE
DU 9 MARS 2004
NOR : ASET1850422M
IDCC : 1631

Entre :
FNHPA,
D'une part, et
FGTA FO ;
FS CFDT ;
INOVA CFE-CGC,
D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux de la branche de l'hôtellerie de plein air, réunis en commission mixte paritaire, ont convenu d'améliorer l'accord professionnel relatif à la mise en place d'un régime de prévoyance complémentaire du 9 mars 2004. Le présent avenant porte sur les taux de cotisation des salariés cadres et améliore les garanties décès.

Article 1^{er}

Cotisations du régime de prévoyance

L'article 11 « Financement du régime » de l'accord du 9 mars 2004 est rédigé comme suit :
« Les cotisations relatives au régime de prévoyance, prévue à l'article 11 de l'accord du 9 mars 2004 sont appelées comme suit :

À effet du 1^{er} avril 2018 et jusqu'au 31 décembre 2018

**Salariés non cadres ne relevant pas des articles 4 et 4 bis
de la CCN de 1947 (y compris saisonnier)**

(Voir tableau page suivante.)

| | PART PATRONALE Tranche A et B | PART SALARIALE Tranche A et B | TOTAL |
|---|----------------------------------|----------------------------------|--------|
| Maintien de salaire | 0,29 % | 0 % | 0,29 % |
| Incapacité | 0 % | 0,07 % | 0,07 % |
| Invalidité | 0 % | 0,13 % | 0,13 % |
| Décès. – IAD, Accidentel, double effet et rente éducation ou rente handicap (*) | 0,04 % | 0,12 % | 0,16 % |
| Total | 0,33 % | 0,32 % | 0,65 % |
| (*) La part correspondant aux garanties rente éducation et rente handicap assurées par l'OCIRP est de 0,09 % TA/TB. | | | |

Salariés cadres relevant des articles 4 et 4 bis de la CCN de 1947

| | PART PATRONALE | | PART SALARIALE | | TOTAL | |
|---|----------------|-----------|----------------|-----------|--------|--------|
| | Tranche A | Tranche B | Tranche A | Tranche B | TA | TB |
| Maintien de salaire | 0 % | 0,46 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0,46 % |
| Incapacité | 0 % | 0 % | 0,10 % | 0,12 % | 0,10 % | 0,12 % |
| Invalidité | 0,25 % | 0 % | 0,00 % | 0,22 % | 0,25 % | 0,22 % |
| Décès – IAD, Accidentel, double effet et rente éducation ou rente handicap (*) | 1,25 % | 0,225 % | 0 % | 0,345 % | 1,25 % | 0,57 % |
| Total | 1,50 % | 0,685 % | 0,10 % | 0,685 % | 1,60 % | 1,37 % |
| (*) La part correspondant aux garanties rente éducation et rente handicap assurées par l'OCIRP est de 0,19 % TA/TB. | | | | | | |

À effet du 1^{er} janvier 2019

Salariés non cadres ne relevant pas des articles 4 et 4 bis de la CCN de 1947 (y compris saisonnier)

| | PART PATRONALE Tranche A et B | PART SALARIALE Tranche A et B | TOTAL |
|---|----------------------------------|----------------------------------|--------|
| Maintien de salaire | 0,34 % | 0 % | 0,34 % |
| Incapacité | 0 % | 0,08 % | 0,08 % |
| Invalidité | 0 % | 0,15 % | 0,15 % |
| Décès – IAD, Accidentel, double effet et rente éducation ou rente handicap (*) | 0,04 % | 0,14 % | 0,18 % |
| Total | 0,38 % | 0,37 % | 0,75 % |
| (*) La part correspondant aux garanties rente éducation et rente handicap assurées par l'OCIRP est de 0,09 % TA/TB. | | | |

Salariés cadres relevant des articles 4 et 4 bis de la CCN de 1947

| | PART PATRONALE | | PART SALARIALE | | TOTAL | |
|---------------------|----------------|-----------|----------------|-----------|--------|--------|
| | Tranche A | Tranche B | Tranche A | Tranche B | TA | TB |
| Maintien de salaire | 0 % | 0,53 % | 0 % | 0 % | 0 % | 0,53 % |
| Incapacité | 0 % | 0 % | 0,10 % | 0,14 % | 0,10 % | 0,14 % |

| | PART PATRONALE | | PART SALARIALE | | TOTAL | |
|---|----------------|-----------|----------------|-----------|--------|--------|
| | Tranche A | Tranche B | Tranche A | Tranche B | TA | TB |
| Invalidité | 0,25 % | 0 % | 0,00 % | 0,27 % | 0,25 % | 0,27 % |
| Décès – IAD, Accidentel, double effet et rente éducation ou rente handicap (*) | 1,25 % | 0,26 % | 0 % | 0,38 % | 1,25 % | 0,64 % |
| Total | 1,50 % | 0,79 % | 0,10 % | 0,79 % | 1,60 % | 1,58 % |
| (*) La part correspondant aux garanties rente éducation et rente handicap assurées par l'OCIRP est de 0,19 % TA/TB. | | | | | | |

Article 2

Garanties du régime de prévoyance

Seules les garanties suivantes sont modifiées, les autres garanties relatives au Décès – invalidité absolue et définitive (IAD) restent inchangées :

En cas de décès toutes causes d'un salarié cadre, il est versé :

– un capital dont le montant est égal à :

| SITUATION DE FAMILLE | MONTANT (en % du salaire de référence TA et TB) |
|---|---|
| Salarié sans enfant à charge | 400 % |
| Salarié avec 1 enfant à charge | 500 % |
| Majoration par enfant à charge supplémentaire | 100 % |

– une rente éducation fixée comme suit :

| ÂGE DE L'ENFANT | MONTANT (en % du salaire de référence TA uniquement) |
|---|--|
| Jusqu'au 18 ^e anniversaire | 12 % |
| Jusqu'au 21 ^e anniversaire (26 ^e anniversaire si poursuites d'études) | 17 % |

Le montant de la rente minimale égale à 1 400 € par an.

Il y a doublement de la rente pour les orphelins de père et de mère.

Et une rente de conjoint substitutive est mise en place : si pas d'enfant à charge, versement d'une rente temporaire de conjoint jusqu'à l'âge légal de départ à la retraite égal à 8 %.

Le système optionnel existant précédemment est donc supprimé.

– une rente handicap : en cas de décès du salarié, versement à chaque enfant handicapé d'une rente viagère mensuelle de 582,04 €.

La rente peut être versée sous forme de capital, le montant de ce capital est égal à 80 % du montant du capital constitutif de la rente.

L'évolution de la prestation de base de cette rente handicap sera déterminée suivant l'évolution du point de référence OCIRP.

Article 3

Date d'effet. – Dépôt. – Extension

Le présent avenant s'applique à compter du 1^{er} avril 2018.

Il sera établi un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties signataires.

Le présent avenant sera, conformément aux dispositions en vigueur du code du travail, notifié aux organisations syndicales représentatives. Au terme d'un délai de 15 jours à compter de cette notification et à défaut d'opposition, il sera procédé dans les meilleurs délais aux formalités légales en vue de son dépôt.

Il sera soumis à la procédure d'extension prévue par les dispositions du code du travail à l'initiative de la partie la plus diligente.

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée, et pourra être révisé ou dénoncé selon les dispositions légales en vigueur.

Fait à Paris, le 23 février 2018.

(Suivent les signatures.)